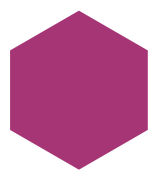


## L'entretien

## BENJAMIN CORIAT

## « Une société des communs pour modifier notre manière d'habiter la planète »

Dans son dernier ouvrage, l'économiste explique pourquoi nous sommes entrés dans l'âge des pandémies à répétition. Dans ce contexte, une nécessaire bifurcation, portée par le mouvement du partage des biens, des services et des actions, permettra de faire face au double défi du climat et de la santé.



**Le titre de votre dernier livre (1) contient les trois concepts pandémie, anthropocène et bien commun. Qu'est-ce qui les relie? Pourquoi les avoir associés?**

**BENJAMIN CORIAT** À travers ces trois concepts et les liens entre eux, je peux exprimer les deux thèses principales du livre. La première est que l'anthropocène, ou « âge de l'homme », ne se caractérise plus seulement par les changements climatiques générés par les marques de l'industrie humaine; l'anthropocène, entendu comme nouvelle période géologique de l'histoire de la planète, c'est aussi l'âge des pandémies. La même cause, l'extractivisme forcené, le saccage de la planète, produit deux effets: le réchauffement climatique et la multiplication des épidémies. La seconde thèse, prospective et positive, est relative à la relation entre anthropocène et bien commun. Je soutiens que, face à l'anthropocène, nous ne sommes pas sans solution. Ce qu'exige l'anthropocène, c'est la préservation et la défense des biens communs, à commencer par les grands biens communs globaux naturels: forêts, pôles, mers, etc. Au-delà c'est une autre manière d'habiter le monde qui est en jeu, qui permettra à la fois de contrôler le changement climatique et de prévenir la venue des épidémies.

**Le mode de développement capitaliste nous a fait entrer dans un nouveau cycle de crises climatiques et sanitaires. Un nouvel état « permanent », dites-vous, sans commune mesure avec ce que nous avons connu dans le passé. Pour quelles raisons?**

**BENJAMIN CORIAT** Si ces crises sanitaires et climatiques sont un « nouvel état permanent », c'est pour un ensemble de raisons qui font que la période actuelle est sans précédent. Ce qui la distingue, c'est d'abord la puissance des moyens de destruction de la nature dont nous disposons désormais. Ils n'ont jamais atteint le niveau que l'on connaît aujourd'hui. De plus, dans une course effrénée au profit, on démultiplie les zones d'extraction. Nous sommes maintenant capables de

creuser sous les pôles. Avec des navires-usines, nous pouvons effectuer des prédatons de masse dans les océans. À partir de techniques de cracking et d'explosions souterraines, on extrait du gaz de schiste au risque de polluer des nappes phréatiques. Une telle puissance et une telle diversité dans la capacité de destruction n'avaient jamais été atteintes dans le passé. Tout ceci est de surcroît amplifié par la mondialisation. La mondialisation relie et connecte tous les points du monde. Ce sont autant de raisons qui expliquent pourquoi de simples épidémies se transforment en pandémies. Il s'agit là d'une époque historique tout à fait nouvelle.

**Lorsque vous parlez d'état permanent, cela signifie-t-il qu'il est irréversible?**

**BENJAMIN CORIAT** Non. Ce n'est un « nouvel état permanent » que si on continue dans la voie dans laquelle nous sommes. Le diagnostic que j'établis est sévère, mais rien n'est irréversible, c'est ma conviction. Si nous introduisons des changements de trajectoire, radicaux il faut le dire, tout est encore possible. Cela prendra du temps. Mais le bon sens peut encore l'emporter. Il n'y a aucune raison de continuer à creuser sous les pôles!

Il n'y a aucune raison de poursuivre les déforestations de masse, pour faire de l'élevage intensif. On prétend que c'est pour accroître les ressources alimentaires, que c'est pour nourrir la planète, etc. Mais tous les rapports de la FAO le disent: les famines ne sont pas dues à un manque « absolu » de nourriture. Les famines, la malnutrition sont un problème de distribution inégale à l'échelle globale comme locale. Nous n'avons pas besoin de produire plus. Mais de distribuer autrement. On peut à la fois produire moins et se nourrir mieux.

**Pourquoi, selon vous, les réponses ou les tentatives de réponses apportées jusque-là sont-elles sans effets?**

**BENJAMIN CORIAT** Parce que les « réponses » apportées ne veulent pas toucher au système tel qu'il est. Elles ne s'attaquent pas aux causes du mal, mais à certains de ses effets. Je donne deux



exemples tirés de mon livre. La « géo-ingénierie » mise sur la science et les technologies. Elle propose par exemple d'injecter du soufre dans la stratosphère pour limiter la puissance du rayonnement solaire, ou de déverser dans les océans des milliers de tonnes de sulfates pour accroître leur capacité à fixer du carbone. Outre le fait que ces techniques peuvent produire des dégâts encore plus importants que les bénéfices attendus, elles ne touchent en rien aux causes de la situation actuelle. Le « survivalisme » ou « l'effondrisme » proposent de se réfugier dans les interstices du capitalisme mondial. Il s'agirait de s'organiser dans des « îlots » pour survivre autrement. Ce « sauve-qui-peut » ne s'attaque pas non plus aux causes.

**Comment opérer la bifurcation? Comment préparer cette « autre façon d'habiter le monde » que vous défendez?**

**BENJAMIN CORIAT** C'est ce qu'il y a de plus difficile. Nous ne ferons pas cette bifurcation si on attend



### L'OPTIMISME D'UN ÉCONOMISTE ATERRÉ

Benjamin Coriat est professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris-XIII. Spécialiste de l'innovation et de la propriété intellectuelle, il est membre du conseil d'administration des Économistes atterrés. Théoricien et défenseur d'une société des communs comme alternative au capitalocène, il a cosigné plusieurs ouvrages aux éditions Les liens qui libèrent, dont *le Retour des communs* et *Vers une république des biens communs ?* Dans *la Pandémie, l'Anthropocène et le Bien commun*, il ouvre des pistes pour repenser notre façon d'habiter le monde.

**BENJAMIN CORIAT** Les communs sont déjà partout en plein essor. Le cas de l'Italie est exemplaire. Silvio Berlusconi avait fait passer une loi pour la privatisation des services publics, dont celui de l'eau. Un mouvement citoyen pour obtenir un référendum contre cette privatisation s'est développé sur le thème « Acqua bene comune » (l'eau, bien commun). Dans la tradition de la loi romaine, l'eau était déjà un « bien commun », c'est-à-dire non privatisable et accessible à tous. Le référendum de juin 2011 l'a emporté, avec environ 27 millions de votants. La loi Berlusconi a été révoquée, l'eau a été transformée en bien commun. À Naples, le service de distribution de l'eau a changé de nom, il s'appelle désormais ABC Napoli (Acqua bene comune). Et désormais, ABC garantit l'accès universel à l'eau. Les premiers litres d'eau sont gratuits pour tous ! Le commun est porteur de tant d'espoirs qu'il est devenu un mot à la mode. Cela est le résultat de l'action admirable de gens qui se battent dans tous les coins du monde avec trois sous. Avec leur seule conviction. Ensuite, certains en font un étendard sans que nécessairement tous ceux qui le brandissent soient très présents dans les luttes de ceux qui construisent tous les jours les communs.

**Vous plaidez pour faire évoluer les services publics vers des communs sociaux. Quelle est la différence ?**

**BENJAMIN CORIAT** Je ne suis pas, loin de là, un ennemi des services publics, mais je pense que le temps est venu de les faire évoluer. La notion de service public à la française a connu au cours du temps une dérive fondamentale. Prenons le cas de la santé. Dans la gestion de l'épidémie, on a tout raté. On a raté la phase des masques, celle des tests, et concernant les vaccins, qu'il s'agisse de la conception (Sanofi ou Pasteur) ou de la distribution, les choses commencent très mal. Un grand nombre d'hôpitaux, en dépit de l'activité admirable des personnels soignants, sont au bord de l'explosion. Les multiples cures d'austérité imposées, la fameuse T2A (tarification à l'acte), les méthodes de gestion entrepreneuriales ont abouti à une crise telle que nous nous sommes retrouvés désarmés face à l'épidémie. Pourquoi ? Parce qu'en dépit de ses vertus le service public est progressivement devenu la chose de l'État et plus du tout « la chose du public », la chose des citoyens. C'est l'État qui gère les hôpitaux, il peut couper les budgets, supprimer des services, des

lits... Il fait ce qu'il veut ! Transformer, refonder les services publics en « communs sociaux », c'est d'abord garantir l'accès universel à la santé et aux soins. L'accès universel aux soins aujourd'hui ne veut presque plus rien dire. Selon que vous habitiez au milieu de la Lozère ou dans le 16<sup>e</sup> à Paris ou selon votre mutuelle, l'accès aux soins sera différent. Très inégal. Il faut rétablir l'égalité dans l'accès. Pour ce faire, il faut modifier la gouvernance et introduire une gouvernance partagée, citoyenne, qui fait que l'État ne pourra plus décider tout seul. Les communs grâce à une gouvernance partagée seraient gérés différemment que les services publics actuels. Enfin, une chose publique, un bien commun est, par définition, inappropriable. Il ne peut pas être privatisé. Accès, gouvernance, inappropriabilité sont les trois éléments, liés entre eux, qui sont les communs sociaux. S'il en manque un, il manquera les autres.

**L'économie et la société doivent, selon vous, s'organiser autour de pôles d'activité considérés comme biens communs. Lesquels ?**

**BENJAMIN CORIAT** Se nourrir, se loger, se soigner, se déplacer, s'éduquer... En concentrant l'activité sur l'essentiel, on assurera la bifurcation. Pour garantir l'accès à tous, il faudra repenser ce qui relève de l'activité marchande et ce qui relève du bien commun. C'est le débat citoyen qui le définira et une nouvelle politique publique, recentrée sur l'essentiel, qui l'appliquera.

**Vous êtes convaincu que le XXI<sup>e</sup> siècle s'annonce comme celui de la dualité « anthropocène/biens communs ». Alors que la dualité « capitalisme/socialisme » serait caduque. Pourquoi ?**

**BENJAMIN CORIAT** L'anthropocène est un capitalocène. C'est le moment actuel du capital. Le moment dans lequel la dynamique du capitalisme atteint et transforme les équilibres fondamentaux de la planète. Sans la puissance du capital et de la finance, on ne serait pas dans la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Il faut mettre fin à cette fuite en avant, mettre en cause nos façons de produire, et de consommer, modifier, en profondeur notre manière d'habiter la planète. La

façon d'y arriver est celle du programme de la société des communs : protéger nos grands biens naturels, pacifier les relations entre humains et non-humains, construire des communs sociaux. Des luttes contre le capitalisme, contre le capitalocène, il n'en a pas manqué et il ne va pas en manquer. Ce qui, dans les dernières décennies, a manqué, c'est la perspective d'ensemble. Vers où va-t-on ? Que veut-on ? Avec l'effondrement du mur de Berlin et le passage de la Chine à une forme de capitalisme sauvage, autrement dit, après l'échec du socialisme et le passage des social-démocraties au néolibéralisme, qu'y avait-il comme perspective ? Aujourd'hui, sans être naïf, je reste optimiste, car nous avons désormais de nouveau une perspective d'ensemble, à la fois réaliste mobilisatrice. Nous pouvons dire bien haut : ce que nous voulons, c'est une société des communs ! Ce que les communs portent est radicalement nouveau. Ce n'est pas la vieille histoire du socialisme. Celle-ci a échoué. Il faut construire autre chose. Désormais on peut dire vers où on veut aller. Et cela change beaucoup de choses. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
LATIFA MADANI

que les politiques publiques le fassent. La puissance publique n'interviendra pas s'il n'y a pas un fort mouvement social qui pousse aux changements. Si on n'avait pas le mouvement des jeunes pour le climat qui demande des comptes aux États, les villages qui décident de se chauffer aux panneaux solaires, le réseau des Amap et de l'agriculture bio... il ne se passerait rien. En pratique, il faut faire des coalitions entre tous ceux qui résistent et préparent déjà un autre monde. Ces initiatives montrent la voie. Il ne faut pas attendre d'avoir pris le pouvoir d'État pour commencer à faire. Il faut créer un rapport de forces à travers des réalisations pratique dès maintenant. Ce n'est qu'à cette condition que l'on verra les politiques publiques se déployer.

**Vous développez depuis quelques années déjà une réflexion sur les communs. Au-delà de l'idéal que porte cette notion, comment peut-elle se traduire concrètement ?**

(1) *La Pandémie, l'Anthropocène et le Bien commun*. Les liens qui libèrent, 224 pages, 18 euros.